



Rassemblons-nous pour exiger l'accès aux soins et le financement de nos besoins de santé et de protection sociale !

Nous appelons tous les retraités, les salariés, les privés d'emploi à se mobiliser pour ces revendications en venant manifester

Le JEUDI 29 FÉVRIER 2024 à 10H30 devant la CPAM de CARCASSONNE.

La manifestation rejoindra ensuite l'ARS et la Préfecture.

NOS REVENDICATIONS

Pour combattre et faire reculer la désertification médicale et stopper le démantèlement de l'hôpital public, nos organisations syndicales et associatives appellent à se rassembler et à lutter pour les revendications suivantes :

- **Augmenter** les budgets de la Sécurité Sociale et celui de l'État pour la part concernant la protection sociale
- **Réguler** l'implantation médicale pour réduire les inégalités territoriales
- **Empêcher** la concurrence entre collectivités territoriales pour attirer des médecins
- **Que l'état prenne** des mesures d'urgence et notamment promeuve la création de centres de santé avec des médecins salariés.
- **Que l'état donne les moyens** financiers et humains aux universités pour former les médecins en nombre suffisant.
- **Que l'état donne les moyens** financiers et humains pour former les autres catégories de professionnels de santé.
- **Faciliter** l'exercice des P.A.D.H.U.E déjà en poste (Praticiens à Diplôme Hors Union Européenne).
- **Exclure** la logique lucrative du soin en général et des EHPAD, prévoir un soignant pour un résident dans ces établissements.
- **Aller** vers la prise en charge de la perte d'autonomie par l'assurance maladie de la sécurité sociale.
- **Non aux fermetures** de lits d'hôpitaux et réouverture des lits et services fermés pour raisons budgétaires.

Il nous faut être lucides et agir sans tarder pour stopper la dégradation de l'accès aux soins et pour reconquérir l'égalité des droits.
Il y a urgence vitale !

Les constats sont connus :

- la désertification médicale s'accroît
- l'hôpital public s'appauvrit car les personnels soignants en nombre insuffisant s'épuisent
- la maltraitance institutionnelle dans les EHPAD se généralise
- les établissements du médico-social et ses personnels salariés crient au secours

Tous les secteurs du soin sont en souffrance et les personnels le disent : *"on ne peut plus répondre aux besoins de santé de manière satisfaisante pour tout le monde car nous ne sommes pas assez nombreux à travailler et nous sommes insuffisamment payés"*.

C'est à ces exigences qu'il faut répondre mais le gouvernement fait le contraire :

- Les budgets de la sécurité sociale et de l'État ont prévu de lourdes réductions de dépenses. Ce n'est pas le cas pour tous les ministères (défense, intérieur).
- Contre les politiques gouvernementales de restriction des dépenses sociales et publiques, nous avons besoin de mobilisations locales qui s'inscrivent dans une dimension nationale.

Les collectivités territoriales ne doivent pas suppléer aux désengagements de l'État. Les élus locaux doivent s'engager en appelant la population à se mobiliser pour faire valoir son droit à la santé et à l'accès aux soins.

C'est à la construction de ce très large rapport de force, sur une ambition de progrès social que nous appelons.

C'est en effet la condition pour faire reculer MACRON et son gouvernement réactionnaire. Il faut imposer la satisfaction prioritaire de l'intérêt général et celui du monde du travail en premier lieu. Les intérêts particuliers du capital doivent reculer et s'effacer du champ sanitaire et social.

La santé n'est pas une marchandise !

Rassemblement devant la CPAM de CARCASSONNE.

JEUDI 29 FÉVRIER 2024 à 10H30